

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 2616

[C — 2003/29313]

20 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 13 et 96;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 16 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 17 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique du 17 juillet 2002;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 13 septembre 2002;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 14 novembre 2002;

Vu le protocole n° 272 du Comité de négociation du Secteur XVII du 29 novembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement du 16 janvier 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 34.787/4 du Conseil d'Etat donné le 3 mars 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il convient d'adapter sans attendre le statut administratif et pécuniaire de l'Office de la Naissance et de l'Enfance aux nouvelles dispositions du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports et du Ministre de l'Enfance, chargé des Missions confiées à l'O.N.E.;

Vu la délibération du Gouvernement du 20 mars 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. L'article 3 doit se lire comme suit :

« Art. 3. Le Conseil d'administration nomme et promeut le personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance. »

Art. 2. Aux articles 10, 12, 15 et 23 du même arrêté, les occurrences du mot « Bureau » sont remplacées par les mots « Conseil d'administration ».

Art. 3. Un article 10*bis* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 10*bis*. Pour ce qui concerne les agents du niveau 1, l'article 18 doit se lire comme suit :

« Article 18. Pour être admis au stage, tout lauréat d'un concours de recrutement organisé par Selor doit avoir fait l'objet d'un avis motivé du jury externe visé au Chapitre II*ter*.

Le jury externe entend les 15 premiers lauréats d'un concours de recrutement organisé par le Selor intéressés par l'emploi à conférer. Il effectue une présélection, le cas échéant, par groupe de cinq candidats au maximum. Cette présélection est soumise au Conseil d'administration.

Si le Conseil d'administration s'écarte de la proposition de classement du jury externe, il entend au moins tous les candidats mieux classés que le candidat qu'il propose et motive sa décision.

Préalablement à son admission au stage, le lauréat est informé par le Collège de stage des conditions générales du déroulement du stage, des possibilités d'affectation et de carrière. Il est admis au stage dans le grade pour lequel il a été déclaré lauréat et pour lequel il remplit les conditions de nomination. »

Art. 4. Un article 15*bis* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15*bis*. Pour ce qui concerne la nomination par promotion au niveau 1 et au grade le plus élevé du niveau 2+, à l'exception de la nomination par promotion au grade de premier gradué, catégorie « spécialisé », groupe de qualification 3, l'article 38 doit se lire comme suit :

« Article 38. § 1^{er}. Le jury externe visé au Chapitre II*ter* rend un avis préalable et motivé au Conseil de direction sur les candidats à une nomination par promotion par avancement de grade, par changement de grade ou par changement de catégorie. Le jury effectue une présélection, le cas échéant, par groupe de cinq candidats au maximum.

Si le Conseil de direction s'écarte de la proposition de classement du jury externe, il entend au moins tous les candidats mieux classés que le candidat qu'il propose et motive sa décision.

§ 2. Dans le cadre d'une promotion par accession au niveau 1, le jury externe visé au § 1^{er} rend un avis motivé au Conseil de direction sur l'affectation des agents.

Si le Conseil de direction s'écarte de la proposition d'affectation du jury externe, il motive sa décision.

§ 3. Les dispositions des §§ 1^{er} et 2 sont rappelées à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats.

§ 4. Préalablement à une déclaration de vacance d'emploi à pourvoir selon une des procédures visées au §§ 1^{er} et 2, le Conseil d'administration décide, si eu égard aux besoins du service, un profil de fonction doit correspondre à l'emploi considéré.

Lorsqu'il est requis, le profil de fonction est établi par le Conseil de direction.

Il est porté à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats. »

Art. 5. Un Chapitre II*bis* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Chapitre II*bis* – De l'engagement contractuel

Art. 34*bis*. Dans le cadre d'un engagement contractuel au niveau 1, le jury externe, visé au Chapitre II*ter* rend un avis motivé sur les candidats au Conseil d'administration.

Le jury effectue une présélection, le cas échéant, par groupe de cinq candidats au maximum.

Si le Conseil d'administration s'écarte de la proposition de classement du jury externe, il entend au moins tous les candidats mieux classés que le candidat qu'il propose et motive sa décision. »

Art. 6. Un Chapitre II*ter* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Chapitre II*ter* – Du jury externe

Art. 34*ter*. Un jury externe est institué au sein de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Ce jury externe est composé de trois personnalités particulièrement qualifiées en raison de leurs compétences dans les matières pour lesquelles le recrutement est effectué. Ces trois personnalités sont désignées par le Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le supérieur hiérarchique sous l'autorité duquel le candidat exercera ses fonctions à l'Office de la Naissance et de l'Enfance fait également partie du jury externe avec voix consultative.

Le jury externe ne délibère valablement que si tous ses membres sont présents.

Art. 34*quater*. § 1^{er}. Il est alloué aux membres du jury externe une indemnité de présence de 60 euros.

§ 2. Le montant de l'indemnité visé au paragraphe 1^{er} est indexé conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifié par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982, et est rattaché à l'indice-pivot 138,01. »

Art. 7. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mars 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 2616

[C – 2003/29313]

20 MAART 2003. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 13 en 96;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 16 juli 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 17 juli 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken van 17 juli 2002;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 13 september 2002;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 14 november 2002;

Gelet op het protocol nr. 272 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII van 29 november 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 16 januari 2003 over de aanvraag om advies te verlenen door de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies nr. 34.787/4 van de Raad van State, gegeven op 3 maart 2003 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Overwegende dat het administratief en geldelijk statuut van de « Office de la Naissance » onverwijld aangepast dient te worden aan de nieuwe bepalingen van het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport en van de Minister van Kinderwelzijn, belast met de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »;

Gelet op de beraadslaging van 20 maart 2003,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 5. Artikel 3 dient als volgt gelezen te worden :

« Artikel 3. De Raad van bestuur zorgt voor de benoeming en de bevordering van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance. »

Art. 2. In de artikelen 10, 12, 15 en 23 van hetzelfde besluit, wordt het woord « het Bureau » systematisch vervangen door de woorden « de Raad van bestuur ».

Art. 3. Er wordt een artikel 10*bis*, luidend als volgt, ingevoegd in hetzelfde besluit :

« Art. 10*bis*. Wat de ambtenaren van niveau 1 betreft, dient artikel 18 als volgt gelezen te worden :

« Artikel 18. Om tot de stage toegelaten te worden, dient iedere geslaagde voor een vergelijkend wervingsexamen ingericht door het Selor een gemotiveerd advies van de externe examencommissie bedoeld bij Hoofdstuk II*ter* te hebben gekregen.

De externe examencommissie hoort de eerste vijftien geslaagden voor een wervingsexamen ingericht door het Selor, die betrokken zijn bij de te begeven betrekking. Zij maakt een preselectie, desnoods, per groep van maximum vijf geslaagden. Deze preselectie wordt aan de Raad van bestuur voorgelegd.

Indien de Raad van bestuur het voorstel van rangschikking van de externe examencommissie niet wenst te volgen, hoort hij minstens alle kandidaten die beter gerangschikt zijn dan de kandidaat die hij voorstelt en motiveert hij zijn beslissing.

Vooraf aan elke toelating tot de stage, wordt de geslaagde door het Stagecollege op de hoogte gesteld van de algemene voorwaarden voor het verloop van de stage, van de mogelijkheden inzake aanwijzing en loopbaan. Hij (zij) wordt tot de stage toegelaten in de graad waarvoor hij (zij) als gegadigde werd erkend en waarvoor hij (zij) de voorwaarden van benoeming vervult. »

Art. 4. Er wordt een artikel 15*bis* in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15*bis*. Wat betreft de benoeming door bevordering tot niveau 1 en tot de hoogste graad van niveau 2+, met uitzondering van de benoeming door bevordering tot de graad van eerste gegradueerde, categorie « gespecialiseerd », kwalificatiegroep 3, dient artikel 38 als volgt gelezen te worden :

« Artikel 38. § 1. De externe examencommissie bedoeld bij Hoofdstuk II brengt een voorafgaand en met redenen omkleed advies uit ter bestemming van de Directieraad over de kandidaten voor een benoeming door bevordering door verhoging in graad, door verandering van graad en door verandering van categorie. De examencommissie maakt een preselectie, desgevallend, per groep van maximum vijf kandidaten.

Indien de Directieraad het voorstel van rangschikking van de externe examencommissie niet wenst te volgen, hoort hij minstens alle kandidaten die beter gerangschikt zijn dan de kandidaat die hij voorstelt en motiveert hij zijn beslissing.

§ 2. In het kader van een bevordering door toegang tot niveau 1, brengt de bij § 1 bedoelde externe examencommissie een met redenen omkleed advies uit ter bestemming van de Directieraad omtrent de aanstelling van de ambtenaren.

Indien de Directieraad afwijkt van het aanstellingsvoorstel van de externe examencommissie, motiveert hij zijn beslissing.

§ 3. De bepalingen van de §§ 1 en 2 worden bij de oproep tot de kandidaten opnieuw ter kennis gebracht van de kandidaten.

§ 4. Vooraf aan iedere vakantverklaring van een te begeven betrekking volgens de nadere regels bedoeld bij de §§ 1 en 2, beslist de Raad van bestuur of, rekening houdend met de behoeften van de dienst, er een ambtsprofiel moet overeenstemmen met de betrokken betrekking.

Zo ja, wordt het ambtsprofiel door de Directieraad bepaald.

Het wordt ter kennis gebracht van de ambtenaren bij de oproep tot de kandidaten. »

Art. 5. Er wordt in hetzelfde besluit een Hoofdstuk IIbis luidend als volgt ingevoegd :

« Hoofdstuk IIbis – Contractuele werving

Art. 34bis. In het kader van een contractuele werving voor niveau 1, brengt de bij Hoofdstuk IIter bedoelde examencommissie een advies uit over de kandidaten ter bestemming van de Raad van Bestuur.

De examencommissie maakt een preselectie, desgevallend, per groep van maximum vijf kandidaten.

Indien de Raad van Bestuur het voorstel van rangschikking van de externe examencommissie niet wenst te volgen, hoort hij minstens alle kandidaten die beter gerangschikt zijn dan de kandidaat die hij voorstelt en motiveert hij zijn beslissing. »

Art. 6. Er wordt een Hoofdstuk IIter luidend als volgt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Hoofdstuk IIter – De externe examencommissie

Art. 34ter. Er wordt een externe examencommissie ingesteld binnen de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Deze externe examencommissie bestaat uit drie beroemde personen die bijzonder bevoegd zijn wegens hun bekwaamheden in de aangelegenheden waarvoor de werving plaatsvindt. Die drie beroemde personen worden door de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance en de l'Enfance » aangewezen.

De toekomstige hiërarchische meerdere van de kandidaat binnen de « Office de la Naissance et de l'Enfance » maakt ook met raadgevende stem deel uit van de externe examencommissie.

De externe examencommissie beraadslaagt enkel geldig indien alle leden aanwezig zijn.

Art. 34quater. § 1. Er wordt aan de leden van de externe examencommissie een aanwezigheidsvergoeding van 60 euro toegekend.

§ 2. Het bedrag van de bij paragraaf 1 bedoelde vergoeding wordt geïndexeerd overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982, en gekoppeld aan de spilindex 138,01. »

Art. 7. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 maart 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2003 — 2617

[2003/33047]

19. MAI 2003 — Dekret zur Billigung des Kooperationsabkommens über die sportliche Betätigung nach gesundheitsfördernden Gesichtspunkten (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es :

Einzigster Artikel - Das Kooperationsabkommen über die sportliche Betätigung nach gesundheitsfördernden Gesichtspunkten, unterzeichnet am 19. Juni 2001, wird gebilligt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 19. Mai 2003.

K.-H. LAMBERTZ,

Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport

B. GENTGES,

Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur und Tourismus

H. NIESSEN,

Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz, Gesundheit und Soziales

Note

(1) *Sitzungsperiode 2002-2003.*

Dokumente des Rates : 122 (2002-2003) Nr. 1. Dekretentwurf.

122 (2002-2003) Nr. 2. Bericht.

Ausführlicher Bericht. — Diskussion und Abstimmung, Sitzung vom 19. Mai 2003.